COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 12 au 18 mai 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Interview du Secrétaire Général, M. Hamada Madi 3
- Hamada Madi, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien : « L'une de mes grandes missions est de construire une vraie communauté »

1.2 Énergie Renouvelable 4
- Un Forum régional des énergies durables du 28 au 30 mai 2018
- Interview de Chargé de mission Mme Véronique « Un essor des énergies renouvelables »
- Les énergies renouvelables se donnent rendez-vous à Maurice
- Le marché devient régional
- Théâtre d'objets - Alerte face aux changements climatiques

1.3 Pêche 12
- Aide à L'Exportation des Ressources Marines : L'Union Européenne et la Banque mondiale lorgnent l'océan indien

1.4 Politique 13
- Communiqué de la Présidence de la COI sur la situation à Madagascar
- Crise politique à Madagascar : les bons offices de la COI
- Crise politique à Madagascar: Le Président du Conseil de la COI appelle à la poursuite du dialogue
- La COI préoccupée par la situation à Madagascar

1.5 Sécurité Alimentaire 19
- [Vidéo] Lutchmeenaraidoo : Madagascar destiné à «renouer avec son destin de grenier»

II. Centres d'intérêts

1.1 Biodiversité 20
- Préservation d'espèces endémiques : collaboration entre Casela et la National Parks

1.2 Changement Climatique 21
- Changement climatique / Les experts étudient la vulnérabilité des Comores

1.3 Coopération 23
- [Vidéo] Commission mixte Maurice-Madagascar : La signature de 4 accords en vue

1.4 Développement Durable 24
- Karuna Rana: «Nous avons collecté 42 kg de déchets, principalement plastique, en moins de 30 minutes dans un parking à Ébène…»

1.5 Énergie Renouvelable 28
- Energies renouvelables - Des centrales hydrauliques à Alaotra Mangoro

1.6 Pêche 30
- Trou-d'Eau Douce : Un atelier pour une centaine de pêcheurs

COI et ses Projets

Interview du Secrétaire Général, M. Hamada Madi

L'Eco austral
LES IDÉES ET LES HOMMES DE L'OCÉAN INDIEN

Mai 2018

http://ecoaustral.com/magazine/eco-austral-329-mai-2018

HAMADA MADI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN (COI) :

« L'UNE DE MES GRANDES MISSIONS EST DE CONSTRUIRE UNE VRAIE COMMUNAUTÉ »

En poste depuis juillet 2016 pour un mandat qui se termine en 2020, celui qu'on appelle communément « Boléro » se penche sur trois décennies de coopération inter-îles. Une belle avancée selon lui, mais l'identité indianocéanique reste encore à construire.

Propos recueillis par J.Rombi - j.rombi@ecoaustral.com

L'Eco austral : Avant d'entrer dans le vif des sujets à propos de la COI, je voudrai interroger le Comorien que vous êtes : quelle est votre vision de l'Union des Comores au sein de la COI ? Que faudrait il faire pour aider le pays sur sa route vers le développement ?

Hamada Madi : Mon souhait est bien sûr de voir mon pays émerger sur la scène régionale et internationale. Je crois que le mal profond vient du fait que nous sommes « *un peu trop comoriens* », je veux dire par là que nous pensons trop à nous, sans envisager les autres îles qui nous entourent et avec qui nous devons échanger...

« Quand on participe à des réunions internationales, je dois vous avouer que nous, îliens, nous sentons plus proches des Fidjiens, par exemple, que des Africains en général. »

C'est un peu paradoxal ce que vous dites car la diaspora comorienne est bien représentée à l'extérieur, notamment en France. Le mal profond ne vient-il pas d'un gaspillage des investissements ? Quand on dépense les économies d'une vie pour quelques jours de « grand mariage » par exemple ?

Je ne peux pas répondre à cette question sans prendre de risques vis-à-vis des réactions des notables de mon pays. C'est encore trop sensible comme sujet. Ce que je peux dire, en revanche, c'est que si j'avais plus de pouvoir, je ferais tout pour mettre en œuvre une vraie unité indiaocéanique avec Madagascar comme grenier de nos îles, Maurice comme moteur financier, les Seychelles et La Réunion et leurs bons exemples sur certains secteurs qui pourraient être boostés encore plus. Aux Comores, nous sommes vraiment au croisement de trois grandes cultures : arabe, européenne et africaine. Autant d'atouts qui pourraient être mieux valorisés...

Si la COI a bien réussi, voire dépassé certaines de ses missions, il faut reconnaître que la construction de l'identité régionale reste encore à faire. Quand vous dites : « nous sommes trop comoriens », n'est-ce pas le même constat chez les Malgaches, les Réunionnais, les Mauriciens et les Seychellois ? Tous ont tendance à voyager très loin alors qu'ils ne connaissent pas leurs voisins ?

C'est aussi une remarque que je fais vis-à-vis des continentaux qui ne nous connaissent pas. Quand on participe à des réunions internationales, je dois vous avouer que nous, îliens, nous sentons plus proches des Fidjiens, par exemple, que des Africains en général. Nous avons les mêmes problématiques, alors que, par exemple, quand il s'agit de protection de l'environnement, les Occidentaux aussi bien que les Africains vont tout de suite parler d'éléphants et de rhinocéros sans parler de nos tortues, baleines ou lémuriens car ils les connaissent peu ou pas du tout...

Pour revenir à la culture de l'Indianocéanie, effectivement nous ne nous connaissons pas assez car nous avons voulu construire une identité commune avec des textes et des discours, mais ça ne marche pas. C'est une des grandes missions que je me suis donnée pour mon mandat qui court jusqu'en 2020 : construire une vraie Communauté avec une conférence des chefs d'États membres qui permettrait de mettre en place des engagements politiques clairs et repris par les populations.

UN PASSIONNÉ DE BEAU FOOTBALL, PAS D'UNE ÉQUIPE



Hamada Madi est né dans l'île de Mohéli en 1965. Il a été directeur de cabinet, Président par intérim et Premier ministre du président Azali Assoumani. Il a été un des principaux négociateurs des accords de Fomboni en 2001 qui ont clôturé cinq années de crise aux Comores, marquée notamment par une volonté de sécession de l'île d'Anjouan du reste de l'archipel. Il a fait la plus grande partie de ses études de droit public international en ex-URSS, du côté ukrainien, jusqu'à la chute du mur de Berlin dont il fut témoin. Un écueil pour la reconnaissance des diplômes par Moscou qui s'est opposé un temps à l'émancipation des anciennes républiques de l'Union. Finalement, il obtient ses diplômes et s'engage dans une carrière d'enseignant de français dans le privé à Moroni (Grande Comore). Polygame comme le permet sa religion et les mœurs de son pays, Hamada Madi a deux épouses et cinq enfants.

Sa passion pour le football peut être révélatrice d'un trait de caractère marqué par la beauté du geste. « *Je pense être un vrai amoureux de football car j'aime regarder les matchs tout seul, avec mes joies et mes peines. Il m'arrive de changer de soutien à une équipe en cours de saison si je juge qu'une telle vaut mieux qu'une autre. Je n'ai donc pas vraiment d'équipe préférée.* » Même si le secrétaire général avoue du bout des lèvres son admiration pour le Real de Madrid, Barcelone... et bien sûr l'équipe nationale comorienne.



« J'ai constaté dès le début de mon mandat que la COI n'est pas celle qui est dans les textes, souvent limitée à des commissions techniques. »

La COI a réussi de belles réalisations ces dernières années, avec une vraie prise en main des parties prenantes. Est-ce le signe de la construction de cette Communauté ?

En effet, j'ai constaté dès le début de mon mandat que la COI n'est pas celle qui est dans les textes, souvent limités à des commissions techniques. Les acteurs, et là permettez moi de saluer au passage les cadres de la COI qui font un travail remarquable, ont pris les devants et ont permis d'optimiser, voire de dépasser les missions initiales. Je pense en particulier à l'unité sanitaire, soutenue par l'Agence française de développement (AFD), qui fonctionne très bien. Elle est très réactive au niveau régional grâce à une charte cosignée par les pays membres. Je pense aussi à l'énergie renouvelable et à l'environnement.

UN EX-PRÉSIDENT CONDAMNÉ POUR DESSOUS DE TABLE... BASSE

L'anecdote prêterait à sourire si elle n'était pas révélatrice d'un contexte politique (et du coup, économique et culturel) qui fait tant de mal à l'Union des Comores. Après l'élection du président Ahmed Abdallah Sambi en 2006 et le souhait de ce dernier de faire taire toute opposition, Hamada Madi a dû quitter l'Union pour la France, « presque à la nage », comme il aime à le raconter : « *Une directive indiquait l'interdiction à tous les fonctionnaires de l'ancien gouvernement de quitter le pays. Je pensais ne pas être concerné puisque j'ai toujours travaillé dans le privé. Pourtant, je me suis rendu compte que je ne pouvais même pas quitter mon île natale de Mohéli pour me rendre à la Grande Comore, sans raison valable. J'ai quand même rejoint Anjouan en kwassa (*), puis Mayotte et Paris en avion car je devais impérativement me rendre au chevet de mon cousin en France.*

« *A mon retour dans le pays avec sa dépouille, les autorités de Moroni m'ont séquestré sous le prétexte d'avoir détourné des biens de la Présidence : une table d'ornement en bois de takamaka. Pourtant ce bien sans grande valeur était bien ma propriété et j'ai pu fournir une facture avec le témoignage du vendeur au tribunal, ce qui a eu pour effets de faire rire la nombreuse assistance et d'énerver encore plus mes accusateurs. Vexés, ils ont inventé une autre histoire de détournement de groupe électrogène qui n'a pas abouti non plus...* »

(*) Kwassa : nom donné aux pirogues en résine de fabrication artisanale qui assurent les transports maritimes entre les îles de l'archipel. Ce nom est donné en référence à une danse swahilie qui fait penser au mouvement de ces frêles esquifs sur la houle du canal de Mozambique.



Inspecteurs du Programme régional de surveillance des pêches (PRSP), chapeauté par le programme SmartFish de la COI. Un outil pour combattre la pêche illicite qui entraine une perte estimée à 400 millions de dollars par an au débarquement, soit près d'un milliard de dollars en produits transformés.

« Il faut commencer par préserver et sécuriser l'océan Indien pour construire notre identité commune, car il est notre berceau et l'économie bleue sera notre avenir. »

Sur ces sujets, nous montrons que non seulement nous participons à ce grand mouvement mondial, mais que nous pouvons montrer l'exemple. Il faut également s'appuyer sur nos atouts exceptionnels au niveau géopolitique. En effet, rares sont les organisations qui ont à la fois un membre du Conseil de sécurité des Nations Unies comme la France parmi leurs membres, en même temps que La Chine comme pays observateur. C'est-à-dire que nous pouvons être un tremplin, un terrain de discussion entre la France et la Chine...

Vous abordez là le sujet de la sécurisation qui fait partie de vos grandes priorités. Sur ce sujet quelle est votre position sur l'archipel des Chagos qui est un véritable bouclier pour nos îles grâce à la présence militaire américaine. Pourtant ces îles sont réclamées par la République de Maurice...

Sur ce sujet, je ne peux pas me prononcer en tant que secrétaire général de la COI, c'est une question qui doit être traitée d'État à État (*en l'occurrence entre Maurice et la Grande-Bretagne qui a loué ces îles aux États-Unis - NDLR*). Même remarque sur le cas de Mayotte vis à vis de l'Union des Comores, avant que vous ne me posiez la question !

En tous cas, il est vrai que je tiens à lutter le plus efficacement possible contre la pêche illégale, la piraterie et le terrorisme. Il faut pour cela que les pays membres disposent d'outils communautaires. Nos pays doivent avant tout être en sécurité pour pouvoir se développer. Nous avons déjà deux centres de surveillance maritime, aux Seychelles et à Madagascar, et la conférence organisée à Maurice à la fin du mois d'avril devrait nous permettre de bien avancer sur le sujet.

Pourtant, là aussi, nos peuples de l'océan Indien cultivent un paradoxe : si tous sont d'anciens marins venus par voie maritime, aujourd'hui ils tournent massivement le dos à l'océan. Il fait peur alors qu'il constitue le ciment identitaire d'origine, en tous cas il est un lien naturel entre nos îles.

Quelle est votre analyse sur ce point ?

Je ne suis pas psychologue, mais je peux témoigner que, comme beaucoup de gens de la région, quand nous prenons l'avion entre nos îles, nous avons peur, non pas de l'espace aérien mais de l'océan sous nos pieds... La mer fait peur peut-être parce que nous sommes perdus en plein milieu, à la différence des continentaux qui en ont moins peur. Nous avons peur des requins, des courants, des cyclones... Pourtant c'est notre plus bel atout car nous sommes grands grâce à son immensité, l'espace total de la COI est plus vaste que l'Europe. Il faut donc commencer par le préserver et le sécuriser pour construire notre identité commune, car l'océan est notre berceau et l'économie bleue sera notre avenir. ■

COMBIEN COÛTE LA COI ?

Les États membres (Comores, Madagascar, France-Réunion, Maurice et Seychelles) de la Commission de l'océan Indien sont les seuls contributeurs au budget du secrétariat général, soit environ 1 million d'euros annuels. À noter que le secrétariat a également reçu une subvention de la Chine, pays membre observateur, pour un montant de 100 000 dollars. Un budget de fonctionnement relativement faible par rapport aux budgets gérés par l'organisation régionale.

« *Les partenaires au développement financent les projets que nous mettons en œuvre, l'Union européenne étant le premier contributeur, soit une part de 80 % des financements dédiés aux projets* », explique *un cadre de la COI.* « *L'AFD est notre deuxième contributeur, suivi par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et d'autres financements moins importants sur des activités plus ponctuelles.* »

Pour la période 2013-2017, la COI a géré une enveloppe de projets de l'ordre de 120 millions d'euros dont certains couvrant une aire géographique dépassant le seul cadre des îles de la COI (à l'exemple du projet SmartFish). Par ailleurs, le Fonds vert est appelé à prendre de l'ampleur dans les sources de financement de la COI qui vise l'accréditation pour devenir entité de mise en œuvre de projets financés par ce fonds. Pour la période actuelle qui s'étend jusqu'en 2020, les budgets mis en œuvre ne sont pas entièrement définis car ils restent sujets au financement effectif de projets en cours de négociation, notamment sous le 11e FED (Fonds européen de développement).

COI et ses Projets

Energie Renouvelable

L'Eco austral
LES IDÉES ET LES HOMMES DE L'OCÉAN INDIEN

Mai 2018

http://ecoaustral.com/magazine/eco-austral-329-mai-2018

MAURICE

Un forum régional des énergies durables du 28 au 30 mai 2018

Une initiative de la Commission de l'océan Indien (COI), soutenue par l'agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et par l'Union européenne. Le forum vise à répondre à des questions essentielles :

- Quel environnement institutionnel et réglementaire pour favoriser les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les îles en développement ?
- Comment favoriser le climat des affaires ?
- Dans le secteur de l'efficacité énergétique, quelle place pour les intervenants privés en tiers financement des investissements ?
- Les infrastructures énergétiques : comment favoriser la mutualisation de la fourniture énergétique performante ?
- Comment associer les dynamiques des secteurs de l'énergie et du numérique ?
- Quelle programmation pluriannuelle de l'énegie et de l'aménagement du territoire pour l'identification des projets structurants ?
- Intégration des énergies renouvelables intermittentes : quelles technologies pour favoriser cette intégration dans les systèmes ?
- Quels instruments de planification pour les systèmes insulaires : mix électrique du futur aux horizons 2025 et 2030 ?
- Efficacité énergétique dans les bâtiments : quel guide de recommandations dans la construction neuve résidentielle et tertiaire et quelles actions de formation auprès des professionnels du bâtiment ?

Pour y répondre, il est prévu trois jours d'échanges, de débats, de démonstrations et d'expositions avec la participation d'intervenants internationaux. La COI a l'ambition d'organiser ce forum chaque année.

10 L'Eco austral N°329 - Mai 2018

FORUM DES ÉNERGIES DURABLES À MAURICE

« Un essor des énergies renouvelables »

Le Forum régional des énergies durables se tient à Maurice à la fin du mois. Véronique Espitalier-Noël, chargée de mission auprès de la Commission de l'océan Indien, revient sur cette réunion des acteurs régionaux de la filière.

– Quel est l'objectif du Forum régional des énergies durables ?

– Organisé par la Commission de l'océan Indien (COI) dans le cadre de son programme ENERGIES financé par le 10e FED, l'objectif du premier Forum régional des énergies durables est avant tout de mettre en réseau tous les acteurs de la filière des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, afin qu'ils puissent échanger sur les dernières avancées en matière de gouvernance de l'énergie, d'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques et d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Cette manifestation se veut avant tout être une plateforme business-to-business qui contribuera au développement de l'écosystème régional des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

La Réunion, leader de la filière dans la région, aura une forte présence au Forum, aussi bien au niveau des organismes publics que des entreprises privées.

Au-delà du Forum, notre but est de créer un cluster d'entreprises et de centres de recherche au niveau des États membres de la COI car ils ont beaucoup de choses à échanger et à apporter les uns aux autres, à l'image du cluster Témergie à La Réunion.

Des priorités immédiates différentes

– Êtes-vous satisfaite des mesures prises par les États membres de la région en termes d'investissements dans la production d'énergies renouvelables ?

– Malgré notre communauté de destin et nos nombreuses similarités, les niveaux de développement économique des pays de la région sont loin d'être uniformes.

Cette hétérogénéité fait que nos États membres peuvent avoir des priorités immédiates différentes en termes de politique énergétique. Pour certains, c'est en premier l'accès universel à l'énergie, c'est à dire l'électrification du territoire.

Pour d'autres, la transition vers un mix énergétique intégrant plus d'énergies renouvelables est l'actualité des années prochaines. Cela étant dit, force est de constater que nos États membres sont encore très dépendants des combustibles fossiles donc au moins 80% de l'énergie primaire est importée, l'exception étant La Réunion où les énergies renouvelables représentaient 35% de l'électricité en 2015 et 34,3% en 2016.

Il est cependant extrêmement encourageant de voir que chacun de nos États membres, sans exception, cherche activement à intégrer les énergies vertes dans leur système électrique, avec tout ce que cela comporte en termes de défis techniques et financiers. Le rôle du programme COI-ENERGIES est de faciliter les conditions d'accès à l'investissement et à la gestion durable des énergies renouvelables dans la région et d'augmenter l'efficacité énergétique des différents secteurs économiques.

Je pense pouvoir dire sans hésitation que dans les années à venir nous allons voir un véritable essor des énergies renouvelables dans l'océan Indien.



Véronique Espitalier-Noël.

– Rodrigues souffre d'un manque chronique d'eau. Outre le dessalement, quels sont les autres moyens qui peuvent être développés pour soulager les habitants ?

– Je ne suis pas spécialiste en la matière, mais ce qui me semble évident c'est qu'il n'existe pas de panacée pour résoudre le manque chronique d'eau à Rodrigues, d'autant plus que la topographie de l'île inhibe le captage d'eau. Dès lors, c'est une gamme de solutions qui peut contribuer à la résolution de ce problème : exploitation de nappes phréatiques, dessalement, collecte d'eau de pluie, etc. Ce qui importe, du moins de notre point de vue, c'est que ces solutions soient durables.

C'est pour cela que le programme de la COI, cofinancé avec le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et l'Assemblée régionale de Rodrigues, prévoit la conception et la mise en service d'une unité de dessalement d'eau de mer alimentée par l'énergie solaire à Caverne Nouvelle.

Celle-ci fournira de l'électricité pour produire de l'eau douce et potable. L'unité de dessalement traitera 200m³ d'eau par jour soit 80 000 litres qui seront injectés dans le réseau. Elle devrait être opérationnelle avant la fin de l'année.

Un guide de performance énergétique

– L'efficacité énergétique dans le bâtiment n'est pas particulièrement pratiquée sous nos cieux, comment inciter les gens à investir dans ce créneau ?

– Il est vrai que la marge de progression en matière de performance énergétique des bâtiments est encore globalement relativement grande dans la région. En termes d'efficacité énergétique, toute mesure structurelle comme la réglementation appliquée à La Réunion (la RTAA-DOM) fait que les bâtiments construits selon cette norme consomment moins d'énergie que les bâtiments plus anciens.

Reste à influencer le comportement des habitants pour avoir des réflexes en termes de gestion de l'énergie à la maison ou autre. Nous travaillons à rédiger un guide de performance énergétique des bâtiments neufs qui, nous l'espérons, contribuera un document de référence régional permettant à terme de réduire la consommation d'énergie.

Le programme COI-ENERGIES même, par ailleurs, vis-à-vis des entreprises grosses consommatrices d'énergie, un programme régional d'efficacité énergétique (PREE) basé sur le Programme national d'efficacité énergétique (PNEE) de Maurice qui est lui-même, au départ, le fruit d'une collaboration entre Business Mauritius et l'Association pour le Développement Industriel de la Réunion (ADIR).

– Faut-il des aides aux citoyens pour l'acquisition de véhicules électriques ou hybrides ?

– Cette décision relève de la politique fiscale de nos États membres.

Cependant, dans nos États insulaires où la part des énergies fossiles est encore majoritaire pour produire de l'électricité, le développement des véhicules électriques risque de faire augmenter la consommation d'hydrocarbures, sauf à conditionner la recharge de ces véhicules à la production d'électricité verte.

A cet titre, les sociétés publiques d'électricité de nos îles regroupées au sein du Club des électriciens, que la COI a créé, présenteront un « position paper » sur le sujet lors de notre prochain Forum.

– L'exemple ne devrait-il pas venir d'en haut ? De la part des gouvernants ? Des berlines surpuissantes pour des îles d'une à chaque 500 mètres, est-ce compatible avec l'efficacité énergétique.

– A mon avis le débat n'est pas là. Ce qui importe vraiment, c'est qu'en leur capacité de gouvernants, ils imposent des politiques qui favoriseront durablement l'essor des énergies durables et de l'efficacité énergétique. Et d'après ce que j'ai pu constater, c'est précisément ce qu'ils font.

Cela prendra du temps, certes, mais à terme je suis optimiste. Les pays de la région surmonteront progressivement les obstacles et produiront de plus en plus d'énergie propre pour leur population.

Propos recueillis par Vel MOONTIEN



« Nous travaillons à rédiger un guide de performance énergétique des bâtiments neufs ». (Photo Philippe Chan Cheung)

Les énergies renouvelables se donnent rendez-vous à Maurice



Ce forum régional des Energies Renouvelables est accueilli comme une réelle ouverture pour les entreprises réunionnaises (photo d'archives)

ÉNERGIE. Les 28 et 30 mai prochains se tient le tout premier Forum Régional des Energies Renouvelables à Maurice organisé par la Commission de l'océan Indien. Une forte délégation réunionnaise y est attendue. Il faut dire que nos entreprises trustent de plus en plus les marchés de l'océan Indien.

En mars 2017, un partenariat triparti était signé entre le ministère de l'Énergie et des Utilités publiques de Maurice, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie de La Réunion (Ademe) et l'Agence Française de Développement (AFD).

Les acteurs mauriciens et réunionnais s'engageaient à renforcer l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau de l'île Maurice. Nos deux îles font face aux mêmes défis en matière d'énergie et dépendent, encore, d'une production majoritairement basée sur les combustibles fossiles (charbon et fioul lourd). À La Réunion le recours aux énergies renouvelables s'est rapidement imposé comme une solution alternative. La part d'énergies renouvelables dans le mix énergétique électrique local représente à ce jour 35%. L'objectif est d'atteindre les 50% d'ici 2020. L'île Sœur souhaite faire grimper sa part d'énergies renouvelables de 20% à 35% d'ici 2025.

Une ambition forte qui implique de relever des défis à la fois sur les plans institutionnels, socio-économiques et techniques. Ce partenariat prévoyait notamment l'organisation courant 2018 de manifestations conjointes autour des énergies renouvelables. Ce qui sera le cas à la fin du mois de mai avec le tout premier Forum Régional des Energies Renouvelables de l'océan Indien (28 au 30 mai prochains).

Organisée par le programme ENERGIES de la Commission de l'océan Indien (COI) et financée par l'Union Européenne (UE), cet événement permettra aux professionnels du secteur d'explorer en profondeur les questions liées à

la gouvernance du secteur de l'énergie, l'intégration des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans une région où les technologies propres sont en pleine expansion. 150 participants, 40 exposants issus des secteurs public et privé sont attendus à Maurice pendant deux jours, où seront abordés des thèmes tels que la compétitivité des énergies renouvelables en zone insulaire, l'environnement institutionnel et réglementaire des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à travers des présentations, ateliers et tables rondes.

Pourquoi un tel engouement pour nos voisins ' Depuis deux ans, la dynamique est bien répartie sur la zone océan Indien. Il y a même une émulation avec Maurice. En coulisses, les entreprises réunionnaises restent très dépendantes ' des appels d'offres lancés par la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Des appels qui se font de plus en plus rares, voire deviennent quasi inexistants depuis 2016. De quoi pousser nos entreprises à aller voir ailleurs comme à Maurice ou dans la zone océan Indien (Madagascar et les Seychelles) pour exporter leur savoir-faire. Ce sont autant de marchés émergents pour les entreprises réunionnaises et françaises aujourd'hui bridées par la CRE.

Akuo, Green Yellow, Corex Solar ou encore Quadran ont pris pied sur le marché mauricien qui ambitionne de doubler sa part d'énergie renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2030 (actuellement aux alentours de 20%). Du côté de Temergie, on explique que ce forum permettra de confronter les expériences menées dans chacune des îles et de fixer un cap, une feuille de route pour le développement des énergies renouvelables. Ce forum est une réelle ouverture pour les entreprises réunionnaises. ' Si le mouvement de fond est initié par les entreprises du photovoltaïque, une dynamique importante émerge autour de la Biomasse, qui pourrait être le complément idéal aux énergies renouvelables alternatives pour en finir avec notre dépendance aux énergies fossiles, notamment du charbon. Là encore, une entreprise réunionnaise, Albioma, est à la pointe dans ce domaine.

Localement, l'entreprise a signé une convention cadre en juin 2017 avec la Région sur sa contribution à la Programmation Plurian-nuelle de l'Énergie (2017- 2019). La finalité ' Atteindre un objectif de 50 % d'énergie renouvelable à horizon 2020. Albioma s'étant engagé à remplacer progressivement le charbon de ses installations thermiques de Bois-Rouge et du Gol par 100% de biomasse durable d'ici à 2023. Comme à La Réunion, Maurice se trouve confrontée à la même problématique, grâce à son potentiel de biomasse lui permettant d'améliorer l'équilibre avec les énergies carbonées.

Le marché devient régional



Denis Levy, responsable du programme COI Energie

Depuis deux ans, la dynamique est régionale ' À la Commission de l'Océan Indien, les responsables du programme COI Energie en sont persuadés : le marché des Energies renouvelables est à nouveau sur une pente ascendante. Un nouveau cycle de croissance a été ouvert depuis que l'île Maurice a décidé de suivre la voie ouverte par l'île de La Réunion.

Partout dans la zone, des projets fleurissent. Notamment en ce qui concerne le photovoltaïque.

Les entreprises réunionnaises et françaises ont su saisir de nouvelles opportunités après l'arrêt en 2013 du projet Gerri. Nos voisins ont également su mener leur barque et développer leurs propres projets.
Maurice n'est pas loin de rejoindre La Réunion, toujours leader, sur ce terrain. L'île sœur ambitionne de doubler la part des ENR dans son mix énergétique d'ici 2030, pour atteindre le seuil de 35 %. Aujourd'hui, Maurice est le territoire qui bouge le plus ', indique la COI. Grâce à la prise de conscience du patronat mauricien regroupé au sein du consortium Business Mauritius, le nom donné au programme d'efficacité énergétique, nos cousins ont obtenu de bons résultats dans le secteur de l'industrie et du tertiaire. Leur projet de développement est d'ailleurs soutenu par l'AFD et Sunref, sous la forme de prêts à hauteur de 70 millions.

La Grande île n'est pas en reste. À Madagascar, avec le savoir-faire de GreenYellow, une première ferme Solaire photovoltaïque implantée à Ambatolampy devrait injecter 20 Méga Watts (MW) de courant propre pour alimenter quelque 55 000 foyers. Aux Seychelles, le projet PUC (power utility corporation) devrait permettre de produire 5 MW. Une part d'EnR qui sera d'ailleurs stockée.

Nawfan Allaoui, de Sunpower Energy présentera également des projets pour des installations dans l'Union des Comores. L'archipel envisage de porter des projets individuels équivalents à 2 MW.

Durant le forum qui se tiendra à Maurice du 28 au 30 mai, les énergies marines et l'éolien feront aussi partie des thèmes abordés. Mais c'est probablement la biomasse qui devrait animer le plus les débats, estime Denis Levy responsable du programme COI Energie. La matière organique d'origine végétale fait figure de complément idéal aux EnR dites alternatives pour s'émanciper du charbon. Un séminaire avait déjà été organisé en décembre dernier sur le sujet chez nos voisins. Auparavant une délégation mauricienne avait été reçue par la Région Réunion et avait visité les installations innovantes d'Albioma. Les Mauriciens en étaient sortis bluffés.

Tout l'enjeu de ce forum consistera à établir une feuille de route régionale à l'horizon 2030 et à favoriser la signature d'accords entre les entreprises des îles de la zone OI. Au-delà du forum, des interventions, la COI entend contribuer à tisser un réseau régional des EnR. Une proposition soutenue par l'Union Européenne qui via son dixième fonds a débloqué pour quatre ans 15 millions d'euros pour faciliter les échanges dans ce secteur plus que jamais d'avenir.

Yohan Guilloux

L'Express DE MADAGASCAR

17 mai 2018

https://www.lexpressmada.com/17/05/2018/theatre-dobjets-alerte-face-aux-changements-climatiques/

Théâtre d'objets - Alerte face aux changements climatiques



Changer les comportements. Tel est le message que le groupe « Les voix de la marionnette » veut faire passer à travers un joli tableau intitulé « Azafady, ça peut pas durer ».

Une séance scolaire s'est tenue à l'Institut Français de Madagascar ou IFM à Analakely, hier après-midi, pour sensibiliser les petits à adopter les gestes quotidiens adéquats, face aux changements climatiques. La voix de la marionnette, un groupement de créateurs de diverses disciplines, s'est chargée de trouver un vecteur artistique intéressant pour véhiculer les messages, à travers un joli tableau de théâtre d'objets intitulé «Azafady, ça peut pas durer».

Durant presque quatre-vingt-dix minutes, Tolotriniaina Solomanana, une marionnettiste malgache, et Soumette Ahmed, un comédien comorien, ont su capter l'attention de l'assistance. Dans un décor fait à partir d'objets de récupération voire de déchets de tous genres, ils arrivent à raconter l'histoire de la genèse de l'univers, l'apparition des hommes, l'évolution technologique, la dégradation considérable de l'environnement, et le grand danger qui nous arrive dans un futur proche si tout un chacun garde ses mauvaises habitudes. Leurs talents respectifs de comédien tiennent le public en haleine jusqu'au bout, pour finir avec une question adressée à tout le monde : « Rêvez-vous d'un monde meilleur ? ». La réponse a été unanime et affirmative. « Ne vous résignez pas. Imaginez. Ça ne peut pas durer ! », concluent les deux comédiens pour marquer la fin.

Itinérante

Cette belle histoire écrite par Christian Caro, mise en scène par Filip Auchère et Pierre Porcheron, avec la musique de Mounawar, tire la sonnette d'alarme

face à l'état d'urgence de la situation actuelle. Une cinquantaine d'élèves a répondu à l'invitation de l'IFM. La manifestation politique sur la place du 13 mai dissuade les écoles à venir, selon la constatation du directeur général de cet institut. Une autre représentation est prévue à l'Alliance Française d'Andavamamba cet après-midi pour ceux qui veulent tirer une bonne leçon, au profit de la planète.

« Azafady, ça peut pas durer», a été commandée par la Commission de l'océan Indien, à travers son programme « Energie », avec l'appui de l'Union Européenne, pour mettre en place des actions de sensibilisation, de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique auprès des populations. Cette pièce de théâtre d'objets sera présentée prochainement à Mahajanga et à Nosy be pour finir sa tournée à La Réunion.

Ricky Ramanan

COI et ses Projets

Pêche

l'express

14 mai 2018

https://www.lexpress.mu/article/331476/ressources-marines-lunion-europeenne-et-banque-mondiale-lorgnent-locean-indien

AIDE À L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MARINES

L'Union européenne et la Banque mondiale lorgnent l'océan Indien

Protocole d'accord, enveloppe de plusieurs millions de dollars. L'Union européenne et la Banque mondiale veulent marquer leur présence dans l'océan Indien et profiter des ressources marines dans cette région. Pour ce faire, les deux institutions ne lésinent pas sur les moyens.



Du poisson exposé au marché de Victoria, aux Seychelles.

EST-CE une compétition pour voir qui prendra le plus gros poisson dans ses filets ? L'Union européenne (UE) et la Banque mondiale ont fait comprendre, à travers des arguments qui se chiffrent en millions, leur intérêt pour la pêche dans la région du sud-ouest de l'océan Indien. L'UE a conclu un nouveau protocole de pêche avec Maurice cette année. Un accord de Rs 150 millions qui s'étend jusqu'à 2021.

Cette enveloppe tient également compte de la contrepartie financière de Rs 80 millions et de la contribution des armateurs qui vont débourser quelque Rs 48 millions pour l'achat de licences. Ce nouveau protocole de pêche autorise l'UE à envoyer ses thoniers senneurs et ses palangriers dans les eaux mauriciennes si ces bateaux pêchent dans la région de l'océan Indien.

Pour Marjaana Sall, ambassadrice de l'UE auprès de la République de Maurice, *son accord contribue à développer les principes d'une pêche durable responsable dans les eaux mauriciennes en vue d'assurer la conservation des ressources marines et leurs écosystèmes*. Outre ce protocole, l'UE a organisé, du 26 au 29 avril, une conférence sur la sécurité maritime dans l'océan Indien. Ce qui démontre son vif intérêt pour cette zone.

La Banque mondiale a, pour sa part, posé les jalons d'un partenariat avec Maurice, en 2014. Elle a conclu un accord de financement au coût de $ 5 millions (Rs 172 millions) avec la Commission de l'océan Indien (COI). Cet accord a été négocié à Paris du 25 au 26 septembre 2014 et est entré en opération le 18 décembre 2015. Ce qui a donné naissance au premier projet de gouvernance des pêches et de croissance partagée du sud-ouest de l'océan Indien, soit le *South West Indian Ocean Fisheries Governance and Shared Growth Project* (SWIOFish 1).

Le rôle de la COI consiste à assurer la gestion et la coordination du projet en collaboration avec la Commission des pêches du sud-ouest de l'océan Indien et ses États membres. Ils sont les Comores, la France pour Mayotte et la Réunion, le Kenya, Madagascar, les îles Maldives, Maurice, le Mozambique, les Seychelles, la Somalie, l'Afrique du Sud et la Tanzanie.

Si l'intervention de l'UE dans la région est principalement et non exclusivement concentrée sur les activités de la pêche dans la région, celle de la Banque mondiale vise à réaliser une meilleure coordination de l'exploitation des ressources halieutiques de la région de l'océan Indien, de même qu'une réduction des pertes économiques annuelles.

La COI estime que seulement 40 % des ressources de la région sont exploitées au maximum. Il en ressort que ces niveaux d'exploitation, soulignés dans un document de la COI, occasionnent une perte économique annuelle de 225 millions de dollars sur le plan régional.

La finalité de SWIOFish 1 est d'accroître les bénéfices économiques, sociaux et environnementaux occasionnés par la pêche dans les pays faisant partie du bloc de la région du sud-ouest de l'océan Indien. Ce programme est chargé de mettre en place les moyens susceptibles de favoriser la croissance des activités de la pêche, de faire reculer les facteurs à l'origine de la pauvreté et renforcer les capacités des institutions et des opérateurs du secteur privé engagés dans le secteur de la pêche.

Lindsey PROSPER

UN MAURICIEN COORDONNATEUR DU PROJET SWIOFISH

Il s'agit de Daroomalingum Mauree, ex-directeur des Pêches au ministère du même nom. Il est détenteur d'un Msc dans le domaine de la planification et de l'élaboration des politiques en matière de pêche du Hull International Fisheries Institute de l'Université de Hull, au Royaume-Uni. C'est, d'ailleurs, dans ce domaine qu'il a fait carrière à Maurice. Il a été une des têtes pensantes de la préparation et de l'engagement de Maurice dans le domaine de la transformation des produits de la mer. Il est à l'origine des négociations qui ont abouti à la signature d'un nouvel accord de partenariat de pêche entre Maurice et l'Union européenne. Il a également joué un rôle clé dans l'élaboration d'un plan directeur pour le développement de l'industrie de la pêche tant à Maurice et à Rodrigues, qu'au niveau des îles éparses en marge du deuxième programme de pêche relatif aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

COMBIEN COÛTENT LES BATEAUX ?

Ce n'est pas un hasard que dans le cadre du protocole d'accord entre l'Union européenne et Maurice, on note l'absence de bateaux appartenant à des armateurs mauriciens. Les coûts ne sont pas étrangers à cet état de choses. Le coût d'achat d'un thonier senneur pour la capture de bancs de thon en surface de l'eau est de 25 millions d'euros, soit Rs 1 milliard. Le coût annuel d'opération est de 9,4 millions d'euros, soit Rs 334,8 millions. Un palangrier de 36 mètres, d'une capacité de 100 tonnes, s'achète à $ 2,1 millions, soit Rs 74,4 millions. Le coût annuel d'opération s'élève à $ 1,3 million, soit Rs 46,1 millions. Le prix d'achat d'un palangrier de 40 mètres est de $ 2,7 millions, soit Rs 95,7 millions. Le coût d'opération est estimé à $ 1,7 million, soit Rs 60,3 millions.

Maurice tire son épingle du jeu de l'industrie de la pêche au thon en investissant lourdement dans le secteur de la transformation de la chair du thon, essentiellement pour le marché de l'Union européenne ; avec la vente de licences à des armateurs désireux de pêcher dans ses eaux et grâce aux retombées des opérations de transbordement.

Source : le desk du projet SWIOFish.

GESTION DURABLE DE LA PÊCHE À L'OURITE

Quelles sont les bonnes pratiques à adopter dans la mise en place des projets de pêche et d'aquaculture dans la région du sud-ouest de l'océan Indien ? Le sujet était à l'agenda de l'atelier qui s'est tenu du 19 au 21 février à Beau-Vallon, Seychelles. Grâce à la réglementation de la pêche à l'ourite qui, dans un premier temps, a fait l'objet de farouches résistances, il a été démontré qu'il était possible d'augmenter tant le volume des prises que le poids de ce mollusque. Cet atelier a été organisé dans le cadre du projet SWIOFish 1. D'autres expériences locales de gestion durable de la pêche ont été présentées. Notamment, le système électronique d'informations sur la pêche aux Maldives, l'évaluation de la pêche à la crevette au Mozambique.

Politique

12 mai 2018

www.maurice-info.mu/communique-de-la-presidence-de-la-coi-sur-la-situation-a-madagascar.html

Communiqué de la Présidence de la COI sur la situation à Madagascar



Le Président du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI), l'Honorable Seetanah Lutchmeenaraidoo, Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international de la République de Maurice, fait part, au nom des Etats membres de l'organisation, de la préoccupation de la communauté régionale concernant la situation politique à Madagascar. La Présidence du Conseil de la COI appelle l'ensemble des parties prenantes à la mesure dans la poursuite d'un dialogue constructif devant mener à un scrutin présidentiel crédible, transparent et apaisé. À cet effet, la Présidence du Conseil de la COI affirme sa volonté de se concerter avec toutes les parties prenantes et les missions mandatées par l'Organisation des Nations unies, l'Union africaine, l'Union européenne et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) en vue de trouver une solution durable à la consolidation de la stabilité à Madagascar. La Présidence du Conseil de la COI rappelle la nécessité de s'en remettre aux lois et institutions de la République de Madagascar. Ainsi, la Présidence du Conseil de la COI s'attèlera à soutenir le dialogue entre les parties prenantes et le processus conduisant aux élections présidentielles dans le respect des lois et des principes démocratiques. Le progrès social et économique de la République de Madagascar est indissociable de la stabilité du pays lui-même et de toute la région. Les Etats membres de la COI réitèrent leur solidarité à l'égard de la République et du peuple de Madagascar ainsi que leur disposition à les accompagner dans la décrispation de la situation politique actuelle en appelant, dans le cadre des responsabilités de toutes les parties :

– La cessation immédiate des manifestations ayant pour conséquences d'attiser la tension,

– Le respect de la liberté d'expression dans le cadre défini par les principes démocratiques universels, la Constitution et les lois de la République de Madagascar.

Jean Claude Le Roy

https://www.clicanoo.re/clicazot/Article/2018/05/11/Madagascar-la-COI-appelle-la-poursuite-dun-dialogue-constructif_529408

http://www.nation.sc/article.html?id=258855

http://www.memento.fr/article_14-05-2018-la-commission-de-l-ocean-indien

12 mai 2018

fr.africanews.com/2018/05/12/crise-politique-a-madagascar-les-bons-offices-de-la-coi/

Crise politique à Madagascar : les bons offices de la COI



La Commission de l'océan indien (COI) se dit disponible à apporter sa pierre à l'édifice afin que des solutions durables soient trouvées à la crise politique qui secoue Madagascar.

Manifestations, rassemblements, heurts,…. La situation est des plus explosives depuis quelques semaines à Madagascar. De quoi compromettre la tenue de l'élection présidentielle qui se tiendra d'après le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Hery Rakotomanana entre le 25 novembre et le 25 décembre de cette année. Mais, a-t-il précisé en avril dernier, c'est au gouvernement de définir une date précise.

Et c'est ce gouvernement qui fait face à des manifestations initiées par l'opposition qui dénonce depuis le 21 avril de nouvelles lois électorales et demande au président sortant Hery Rajaonarimampianina de démissionner. Mais, opposition et majorité semblent campées chacune sur sa position, même si la Cour suprême avait tenté d'apaiser l'atmosphère en supprimant les lois électorales à polémiques. Ce qui fait craindre des risques d'enlisement de la crise politique.

Dès lors, si elle ne peut pas être une panacée, l'implication des pays voisins peut être nécessaire. Et c'est l'objectif essentiel poursuivi par Commission de l'océan indien (COI). L'institution regroupant des pays de l'Océan indien appelle les protagonistes au dialogue. « La Présidence du Conseil de la COI appelle l'ensemble des parties prenantes à la mesure dans la poursuite d'un dialogue constructif devant mener à un scrutin présidentiel crédible, transparent et apaisé », peut-on lire dans un communiqué rendu public hier par Seetanah Lutchmeenaraidoo, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international de la République de Maurice.

Mais les bons offices de la COI sont loin d'être gratuits. Les acteurs politiques malgaches doivent remplir deux conditions majeures. Elle exige ainsi : « la cessation immédiate des manifestations ayant pour conséquence d'attiser la tension et le respect de la liberté d'expression dans le cadre défini par les principes démocratiques universels, la Constitution et les lois de la République de Madagascar ».

outremers 360°

12 mai 2018

http://outremers360.com/politique/crise-politique-a-madagascar-le-president-du-conseil-de-la-coi-appelle-a-la-poursuite-du-dialogue/

Crise politique à Madagascar: Le Président du Conseil de la COI appelle à la poursuite du dialogue



Madagascar connaît une crise politique depuis trois semaines. Le président du Conseil de la COI (Commission de l'Océan Indien) Seetanah Lutchmeenaraidoo, s'est dit préoccupé par la situation politique sur la Grande Ile.

« Le progrès social et économique de la République de Madagascar est indissociable de la stabilité du pays lui-même et de toute la région. Les États membres de la COI réitèrent leur solidarité à l'égard de la République et du peuple de Madagascar ainsi que leur disposition à les accompagner dans la décrispation de la situation politique actuelle en appelant, à la cessation immédiate des manifestations ayant pour conséquences d'attiser la tension, et au respect de la liberté d'expression dans le cadre défini par les principes démocratiques universels, la Constitution et les lois de la République de Madagascar », a indiqué Seetanah Lutchmeenaraidoo, le Président du Conseil de la Commission de l'océan Indien (COI) dans un communiqué. Il a appelé les parties prenantes à la poursuite « d'un dialogue constructif devant mener à un scrutin présidentiel crédible, transparent et apaisé». Le Président du Conseil de la COI a aussi affirmé « sa volonté de se concerter avec toutes les parties prenantes et les missions mandatées par l'Organisation des Nations unies, l'Union africaine, l'Union européenne et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) en vue de trouver une solution durable à la consolidation de la stabilité à Madagascar. Le gouvernement malgache fait face à des manifestations initiées par l'opposition qui dénonce depuis le 21 avril de nouvelles lois électorales et demande au président sortant Hery Rajaonarimampianina de démissionner. Même la Haute-cour constitutionnelle malgache a rétoqué vendredi 4 mai une partie des lois électorales à l'origine de la mobilisation, l'opposition reste déterminée à maintenir la pression.

nooz.fr

http://dom-tom.nooz.fr/crise-politique-a-madagascar-le-president-du-conseil-de-la-coi-appelle-a-la-poursuite-du-dialogue-25192010.shtml

INDIANOCÉANIE | COI

La COI préoccupée par la situation à Madagascar

Le président du conseil de la Commission de l'océan Indien (COI), Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des Affaires étrangères, a fait part, au nom des États membres de la COI, de la préoccupation de la communauté régionale concernant la situation politique à Madagascar. Il appelle par conséquent l'ensemble des parties prenantes à la mesure dans la poursuite d'un dialogue constructif devant mener à un scrutin présidentiel crédible, transparent et apaisé.

Le président du conseil de la COI affirme sa volonté de se concerter avec toutes les parties prenantes et les missions mandatées par l'Organisation des Nations unies, l'Union africaine, l'Union européenne et la Communauté de développement d'Afrique australe en vue de trouver une solution durable à la consolidation de la stabilité à Madagascar. Il rappelle la nécessité de s'en remettre aux lois et institutions de la République de Madagascar et affirme que la COI s'attellera à soutenir le dialogue entre les parties prenantes et le processus conduisant aux élections présidentielles dans le respect des lois et des principes démocratiques. « *Le progrès social et économique de la République de Madagascar est indissociable de la stabilité du pays lui-même et de toute la région. Les États membres de la COI réitèrent leur solidarité à l'égard de la République et du peuple de Madagascar ainsi que leur disposition à les accompagner dans la décrispation de la situation politique actuelle en appelant, dans le cadre des responsabilités de toutes les parties, la cessation immédiate des manifestations ayant pour conséquences d'attiser la tension, le respect de la liberté d'expression dans le cadre défini par les principes démocratiques universels, la Constitution et les lois de la République de Madagascar* », souligne le président de la COI.

Par ailleurs, la commission conjointe Maurice-Madagascar s'est ouverte ce matin et devrait déboucher sur la signature d'un accord bilatéral du commerce. Cet accord doit définir les grands paramètres pour renforcer la coopération commerciale entre nos deux pays et de surmonter les obstacles au commerce. Il prévoit également une plateforme, par l'intermédiaire de la commission mixte, pour que nos deux pays se rencontrent et s'attaquent rapidement aux problèmes dans leurs échanges bilatéraux au fur et à mesure qu'ils surviennent.

Vendredi dernier, le Conseil des ministres a également accepté que Maurice signe un protocole sur la Coopération culturelle avec la République de Madagascar. Ce protocole encouragerait, entre autres, la participation de groupes artistiques à des manifestations culturelles internationales organisées dans les pays respectifs; une collaboration étroite entre des institutions clés, telles le Département des Archives nationales, le Mauritius Museums Council, l'Aapravasi Ghat Trust Fund et la Bibliothèque nationale; l'assistance aux projets relatifs à la généalogie et au Musée de l'esclavage intercontinental et le jumelage du paysage culturel du Morne de Maurice avec la colline royale d'Ambohimanga de Madagascar, deux sites du patrimoine mondial de l'Unesco.

Le Conseil des ministres a aussi pris note que la MRA signera un accord d'assistance administrative mutuelle en matière douanière avec les autorités douanières malgaches. L'accord prévoit, entre autres, l'établissement de la portée et des modalités de l'assistance mutuelle; l'échange d'informations et l'assistance mutuelle pour prévenir, enquêter et combattre les infractions douanières, le trafic de substances illicites, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme; la promotion du transfert d'expertise, de nouvelles techniques et de meilleures pratiques; et la fourniture d'une autre assistance technique en matière douanière.



Les délégations mauricienne et malgache lors de l'ouverture de commission conjointe Maurice-Madagascar hier matin

ION NEWS

18 mai 2018

http://ionnews.mu/video-lutchmeenaraidoo-madagascar-destine-a-renouer-avec-son-destin-de-grenier-170518/

[Vidéo] Lutchmeenaraidoo : Madagascar destiné à «renouer avec son destin de grenier»



Madagascar, le grenier de la région ? C'est le destin de la Grande île, estime Vishnu Lutchmeenaraidoo. La conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire de la Commission de l'océan Indien devrait d'ailleurs s'y tenir courant 2018, a indiqué le ministre des Affaires étrangères.

Le chef de la diplomatie mauricienne a aussi mentionné un projet avec La Réunion : celui de faire produire l'intégralité de nos besoins combinés en maïs à Madagascar.

Autant d'annonces faites à l'issue de la rencontre ministérielle de la première commission mixte Maurice-Madagascar, le 17 mai, sous la présidence de Lutchmeenaraidoo et de son homologue malgache, Henry Rabary-Njaka.
Quatre accords ont été signés portant sur la coopération commerciale, industrielle, douanière et culturelle.

YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=a8ZzuMzpasc

14 mai 2018

https://www.lemauricien.com/article/preservation-despeces-endemiques-collaboration-casela-national-parks/

Préservation d'espèces endémiques : collaboration entre Casela et la National Parks



Le ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, Mahen Seeruttun, et le directeur de Casela Ltd, Paul Williams, ont signé jeudi dernier un protocole d'accord pour un projet de préservation d'espèces endémiques. Ce projet est une initiative de Casela World of Adventures en collaboration avec les National Parks and Conservation Services.

D'une durée de cinq ans, cet accord pour la préservation d'espèces endémiques inclut un programme d'éducation et de sensibilisation du public dès le plus jeune âge. Selon le directeur de Casela, si un travail de conservation est déjà en cours au parc du Medine Group avec des espèces locales — notamment la crécerelle, la chauve-souris endémique ou les vaches créoles —, l'accord nouvellement signé permettra, dorénavant, une collaboration avec des partenaires tant sur le plan local qu'international. L'objectif, explique Paul Williams, est la conservation de la faune et de la flore endémiques.

La Gazette des Comores

17 mai 2018

http://lagazettedescomores.com/société/changement-climatique-/-les-experts-étudient-la-vulnérabilité-des-comores-.html

Changement climatique / Les experts étudient la vulnérabilité des Comores



La vice-présidence en charge de l'environnement, avec l'appui de l'Agence Française de Développement, a organisé un atelier d'examen national et de validation de l'étude de vulnérabilité face au changement climatique en Union des Comores. L'étude portait sur huit secteurs dont des mesures d'adaptation ont déjà été trouvées.

Des acteurs de la pêche, de l'environnement, de la santé et de l'agriculture et des partenaires au développement se sont réunis hier lundi, dans un atelier d'examen national et de validation de l'étude de vulnérabilité face au changement climatique en Union des Comores. L'objectif est de fournir au niveau national, un document qui prend en charge les éléments qualitatifs et quantitatifs par rapport au changement climatique.

« Cette rencontre est le fruit d'une concertation qui était un peu plus longue; deux missions aux Comores avaient déjà eu lieu. Le but est d'échanger avec tous les experts nationaux qui ont des capacités spécifiques par rapport aux 8 secteurs qui ont été déjà choisis pour approfondir cette étude », a fait savoir Daniel Ali Bandar, le consultant national en charge de la question. La mission consistait pour les experts, d'étudier la vulnérabilité de la pêche, l'agriculture, les ressources en eau, les infrastructures physiques, la biodiversité, la santé et les zones côtières au niveau national.

« Aujourd'hui, nous sommes là pour procéder à la validation du document. Les experts ont tous été consultés auparavant. Les analyses et observations ont été faites. Et ce document servira de référence pour le pays sur la vulnérabilité des changements climatiques en Union des Comores », poursuit-il. Etant déjà une étude de référence, le consultant national a expliqué que la présente étude a permis d'avoir des données sur les huit

secteurs et avoir une idée sur les solutions à mettre en place pour faire face au changement climatique au niveau national.

« Il ne suffit pas de dire qu'il y a un dérèglement ou une manifestation quelque part mais il faut aussi les solutions à adapter. Et les mesures d'adaptations sont déjà établies par rapport à chaque secteur », avance le consultant national. En parallèle, des fiches de projets ont été préparées. L'Agence Française de Développement va financer la mise en œuvre des mesures d'adaptation de trois secteurs.

Mohamed Youssouf

Centres d'Intérêts

Coopération

14 mai 2018

http://ionnews.mu/video-commission-mixte-maurice-madagascar-la-signature-de-4-accords-en-vue-140518/

[Vidéo] Commission mixte Maurice-Madagascar : La signature de 4 accords en vue



Coopération commerciale, douanière, industrielle et culturelle… Maurice et Madagascar signeront quatre accords-cadres concernant ces secteurs le jeudi 17 mai. La cérémonie aura lieu lors de la rencontre ministérielle prévue dans le cadre de la première réunion de la commission mixte permanente des deux pays.

Mise sur pied depuis 2016, ce n'est que cette année que cette structure bilatérale peut enfin se rencontrer. Les sujets de discussion ne manquent pas, comme le font remarquer Usha Dwarka-Canabady, secrétaire aux Affaires étrangères de Maurice, et Eric Ratsimbazafy, secrétaire général aux Affaires étrangères de Madagascar. Les deux officiels participent à la réunion des hauts fonctionnaires qui a débuté aujourd'hui.

Il sera ainsi question de la coopération judiciaire, de sécurité maritime, de la connectivité aérienne entre les deux pays ou encore des projets porteurs pour la sécurité alimentaire dans la région et qui pourraient être réalisés dans la Grande île.

YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=6Jguc8x1M1s

Karuna Rana: «Nous avons collecté 42 kg de déchets, principalement plastique, en moins de 30 minutes dans un parking à Ébène...»



Karuna Rana, coordinatrice du Commonwealth Youth Climate Change Network.

Karuna Rana, 30 ans, a représenté Maurice au Commonwealth Youth Forum en tant que coordinatrice du Commonwealth Youth Climate Change Network. Avec la SIDS Youth Aims Hub Mauritius, elle bataille pour la fin du plastique.

Vous avez eu l'occasion de mener votre groupe de lutte contre la pollution plastique à l'échelle internationale.

Avez-vous aussi pu parler de la Tap Water Revolution ? Comment cela s'est passé ?

Oui, j'ai eu l'occasion de parler de notre projet Tap Water Revolution à quelques reprises cette année, la dernière en date étant sur BBC News. Durant mon séjour à Londres, alors que je participais au Commonwealth Youth Forum, j'ai pu évoquer le travail de mon organisation, la SIDS Youth Aims Hub (SYAH), dans les océans, de la pollution plastique, du changement climatique et, bien sûr, de la Tap Water Revolution. Ce projet a suscité beaucoup d'intérêt. Les participants ont vraiment aimé la façon dont nous avons combiné la question de l'eau potable à la pollution du plastique. J'ai aussi eu l'occasion de prendre la parole sur les mêmes sujets, en me servant de l'exemple de Maurice en tant que petit État insulaire à la réunion annuelle du World Economic Forum à Davos, en Suisse. La réunion a eu lieu en janvier. J'ai été invitée comme membre de la délégation de 50 Global Shapers. La communauté Global Shapers est une initiative du World Economic Forum visant à réunir les jeunes dans les centres urbains afin qu'ils puissent mener les changements locaux et mondiaux. Elle compte plus de 7 000 membres dans plus de 375 villes, dont une à Port-Louis. J'ai eu l'honneur de représenter la communauté Global Shapers lors de cette rencontre unique, qui a rassemblé des leaders mondiaux de différents secteurs. J'étais une oratrice aux côtés d'Al Gore et d'autres dirigeants à un panel sur le changement climatique.

Vous avez été en mesure de rencontrer le prince Harry. Avez-vous pu discuter de la question d'eau potable du robinet au lieu de bouteilles d'eau en plastique ?



Karuna Rana (2e à droite du prince Charles) lors d'une rencontre sur le climat à Londres.

J'ai eu l'occasion de rencontrer à la fois le prince Harry et Meghan Markle lors du Commonwealth Youth Forum. Je l'ai félicité pour l'interdiction au Buckingham Palace du plastique à usage unique. Il venait d'être nommé ambassadeur de la jeunesse du Commonwealth. En tant que coordinatrice du Commonwealth Youth Climate Change Network, j'ai eu des discussions ayant une portée plus large. J'ai partagé avec lui le travail et les priorités du Commonwealth Youth Climate Change Network. La participation des jeunes à la politique sur le changement climatique, la préparation et la réponse aux catastrophes naturelles, le travail pour les jeunes dans l'économie verte et bleue, entre autres. De toute évidence, les océans et la pollution par le plastique sont une priorité pour les jeunes du Commonwealth, étant donné que plus de 60 % des membres du Commonwealth sont des petits États insulaires. Le prince Harry nous conseillés de nous attaquer aux causes profondes du problème, pas seulement à celles de surface. Les nettoyages sont importants et doivent continuer pour enlever les plastiques de l'environnement, mais nous ne nous en tenons qu'à la surface du problème.

Lors de votre interview à la BBC, vous vous êtes dit sceptique sur le combat du plastique à Maurice, pourquoi l'êtes-vous ? Avez-vous des chiffres à nous donner ?

Les chiffres sont en effet importants. La seule façon de résoudre un problème est de le mesurer au préalable. Et c'est ce que nous avons fait. Lorsque nous avons décidé de nous battre contre la pollution plastique, nous avons promis d'effectuer des nettoyages à divers endroits. Nous avons pensé que ce n'est qu'en se salissant les mains sur le terrain que l'on connaîtra la gravité de la pollution plastique à Maurice. Lors de chaque nettoyage, nous nous sommes assurés de faire trois choses : vérifier les déchets collectés, c'est-à-dire mesurer la quantité de déchets collectés, mais aussi le plastique recyclable et celui non recyclable. Nous prenons aussi des photos des déchets collectés et autant que possible, nous recyclons les déchets collectés. Mais c'est là que mon inquiétude augmente. Nous avons collecté 42 kg de déchets, principalement plastique, en moins de 30 minutes dans un parking à Ébène et 63 kg de déchets plastique pur sur la plage publique de Tamarin. Ce plastique était composé principalement de bouteilles, de couverts à usage unique. Nous avons tout vu. La plupart des

déchets plastique collectés n'étaient plus recyclables. Nous ne pouvions recycler que deux kilogrammes. Ils étaient soit trop contaminés, soit trop abîmés pour être recyclés. Cela signifie que ces déchets plastique traînaient là depuis des années. Le plus inquiétant, c'est que ce ne sont que des chiffres provenant de deux endroits sur les nombreux sites à Maurice où la pollution plastique existe. Un représentant de l'Unité des ressources en eau de Maurice nous a montré des images horrifiantes de déchets plastique, principalement des bouteilles, autour de nos barrages et réservoirs d'eau. Durant le nettoyage d'un drain à Port-Louis, des bouteilles en plastique pouvant remplir un camion entier on été retirées. Ces bouteilles en plastique finissent dans nos canalisations, les obstruent et contribuent aux inondations instantanées à Maurice.

Comment se porte la Tap Water Revolution ? Le gouvernement et le secteur privé font-ils le suivi ?
Nous avons commencé il y a environ trois ans avec l'atelier à Maurice. Depuis, nous avons eu de nombreuses réunions avec les jeunes et d'autres parties prenantes. Nous venons de commencer la phase de mise en plan. Le projet prend lentement de l'élan, nous permettant de prendre contact avec des autorités telles que la Central Water Authority (CWA), l'Unité des ressources en eau et le ministère de l'Environnement. La CWA a toujours été présente à nos réunions et discussions avec les jeunes et prête à répondre à des questions difficiles. Nous apprécions la collaboration avec nous et nous essayons actuellement de voir comment nous pouvons travailler plus étroitement pour assurer un accès public constant à l'eau potable. Nous avons également pris contact avec Phoenix Bev Ltd. Nous avons été ravis de sa participation à notre dialogue multipartite sur l'eau du robinet et la pollution plastique en décembre dernier. Nous voulons travailler en étroite collaboration avec les entreprises d'embouteillage dans la lutte contre la pollution plastique. C'est une responsabilité que nous partageons tous. Les producteurs plus que les consommateurs certes, ont plus de responsabilité mais celle-ci est néanmoins une responsabilité partagée.

«Les politiques nationales relatives à l'utilisation des bouteilles en plastique doivent encore être renforcées.» Avez-vous été contactée pour aider à mettre en place une fontaine potable ?
Nous avons également obtenu l'autorisation du bureau du commissaire de police pour installer des distributeurs d'eau potable au parc de bien- être de Sodnac et au complexe sportif de Gymkhana. Ceux-ci seront publiquement lancés la semaine prochaine. Nous sommes très reconnaissants du financement de l'ambassade canadienne pour les initiatives locales, qui ont permis de parrainer ces distributeurs d'eau, et la Special Mobile Force pour avoir travaillé étroitement avec nous et contribué à l'installation. Nous remercions également nos autres partenaires tels que la Commission de l'océan Indien, qui nous a également permis d'installer un distributeur d'eau potable à son bureau, ainsi que d'autres sponsors qui font vivre le projet. Nos ambassadeurs *Tap Water*, un groupe de jeunes engagés, vont maintenant commencer à contacter des hôtels, des restaurants et des

bureaux pour les aider à se passer de plastique. Nous voulons que les restaurants et les hôtels donnent aux clients la possibilité de consommer de l'eau potable sans avoir à prendre une bouteille d'eau en plastique. Il y a eu quelques progrès mais nous n'y sommes pas encore. Les politiques nationales relatives à l'utilisation des bouteilles en plastique et à la pollution par le plastique doivent encore être renforcées. Nous avons toujours besoin de secteurs tels que les restaurants, les hôtels, les entreprises, les médias et le grand public.

Y a-t-il encore du travail à faire ?

Oui, nos nettoyages dé- montrent que les bouteilles en plastique, les couverts et les récipients à emporter en polystyrène constituent un énorme problème. Comme les sacs, il faut bannir le plastique à usage unique. Certains pays et certaines villes comme San Francisco sont même allés jusqu'à interdire les bouteilles en plastique. Nous sommes conscients qu'il s'agit d'un problème complexe. Néanmoins, il est très encourageant de voir que le secteur privé a proposé une économie circulaire dans ses propositions budgétaires. On nous a dit que des taxes sont perçues sur les bouteilles en plastique et que cela représente jusqu'à Rs 400 millions payées par l'industrie de l'embouteillage chaque année. Cette taxe collectée pourrait être utilisée pour récupérer les bouteilles en plastique pour le recyclage et subventionner d'autres alternatives écologiques. Dans le contexte de l'appel à consultation sur le Budget national, qui sera présenté par le gouvernement, nous avons indiqué que nous prévoyons de demander que le prochain exercice comporte des mesures fiscales et politiques précises. Nous espérons bientôt rencontrer le Premier ministre pour en discuter en détail et, espérons-le, que ces mesures soient inscrites dans le Budget 2018-19.

Par Xavier Maugueret

L'Express de Madagascar

14 mai 2018

https://www.lexpressmada.com/14/05/2018/energies-renouvelables-des-centrales-hydrauliques-a-alaotra-mangoro/

Energies renouvelables - Des centrales hydrauliques à Alaotra Mangoro



Le projet Jiro Kanto, mis en œuvre par une entreprise malgache, illuminera quinze communes autour du lac Alaotra. Le tarif sera à moitié-prix de celui de la Jirama.

Avancée. Le projet a démarré en 2015 et est à 70% de ses réalisations. Le projet Jiro Kanto vise à électrifier à partir d'une ressource hydraulique renouvelable, celle du fleuve de Lovoka, quinze communes environnant le lac Alaotra, dans la région Alaotra Mangoro. Seules les communes de Tanambe et d'Amparafara-vola sont électrifiées par la Jirama pour l'heure. Il met ainsi en place deux centrales hydrauliques en exploitant le site d'Androkabe et de Maheriara. Quelques 2300 KW seront disponibles à partir de ces deux sites. « La phase d'essai est prévue se dérouler vers la fin de cette année », explique Paul Rakotondralambo, président directeur général de BETC Nanala, samedi, lors de la journée des projets de l'Union européenne à Ankorondrano. « Près de huit mille ménages sont ciblés dans un premier temps, mais près de trente mille ménages, en tout, en seront la cible finale du projet Jiro Kanto. La gestion de la distribution sera assurée par le projet et le tarif pour les consommateurs est estimé à 400 ariary le kwh, soit à moitié-prix de celui de la Jirama », poursuit-il.

Rentabilité

Le projet, d'un montant total de cinq millions trois cent mille euros, est financé à 75% par l'Union européenne et 25% par fonds propres de l'entreprise BETC Nanala, assurant la réalisation du projet Jiro Kanto. Questionné sur l'éventuelle rentabilité d'un tel projet d'électrification rurale, Paul Rakotondralambo se dit confiant malgré le montant des investissements que son entreprise a dû trouver pour honorer l'appel d'offres international lancé par l'Union européenne. « La principale de la main d'œuvre est assurée par notre entreprise, de même que l'ingénierie en

construction, telle que la fabrication des poteaux et du centrifuge. Le matériel tel que les turbines est, par ailleurs, acheté à l'étranger », précise le PDG de BETC Nanala.

« L'exploitation hydraulique, en tant qu'énergie renouvelable, est rentable dans la mesure où l'on investit une seule fois sur les trente ans de contrat d'exploitation avec l'Etat malgache », a-t-il fait savoir. Les centrales hydro-électriques devront, selon lui, être exploitées le plus au regard du potentiel existant dans le pays.

Il a alors pris l'exemple de la centrale de Mandraka qui existe depuis 80 ans. « La durée de vie des turbines atteint les 50 ans, alors que les centrales thermiques doivent subir des entretiens tous les cinq ans en moyenne. Les batteries pour les panneaux solaires doivent également être remplacées tous les cinq-six ans », indique encore l'ingénieur qui dit entamer d'autres projets d'électrification rurale actuellement. Il se plaint en revanche de l'admission temporaire accordée dans l'importation de matériel d'exploitation en énergies renouvelables. Les textes indiquent en effet que celui-ci doit être exonéré de droits de douane.

Mirana Ihariliva

15 mai 2018

https://www.lemauricien.com/article/trou-deau-douce-un-atelier-pour-une-centaine-de-pecheurs/

Trou-d'Eau Douce : Un atelier pour une centaine de pêcheurs



Photo illustration : les pecheurs ramenent leurs pirogues sur la plage

L'Apostolat de la Mer organisera, en étroite collaboration avec la Mauritius Fisherman Cooperative Federation et la Masifundise Trust, un atelier de travail de trois jours dans le village hall de Trou-d'Eau Douce, soit du 21 au 23 mai, qui regroupera plusieurs associations de pêcheurs, Ong et société civile basées en Afrique. Le but est de former une centaine de pêcheurs pour devenir des leaders afin qu'ils transmettent à leur tour les connaissances acquises sur les nouveaux développements qui s'opèrent dans le secteur de la pêche au niveau local et international. « Cet exercice nous permettra de mettre en pratique les recommandations faites par la FAO », explique Patrick Fortuno, secrétaire de l'Apostolat de la Mer.

Selon les derniers chiffres compilés par l'Apostolat de la Mer, Maurice compte 2 300 pêcheurs (artisanal), qui pêchent dans le lagon à la ligne. « Mais le nombre de pêcheurs qui dépendent de cette activité pour gagner leur vie, précise Patrick Fortuno, s'élève à 4 500. Ceux qui se trouvent dans la catégorie de pêche artisanale et toute la communauté de pêcheurs de l'île font face actuellement à une série de problèmes, tels la réduction des prises quotidiennes, les coûts élevés de la production, la pollution de notre lagon, la difficulté d'accès au crédit, le manque de formation du personnel du top au management et le manque de leadership, entre autres. »

Selon le secrétaire de cette organisation, la pêche artisanale à Maurice est condamnée à se moderniser pour répondre aux besoins économiques, écologiques et aux défis socioculturels. « Cette réorganisation dans ce secteur va nous permettre d'utiliser judicieusement nos ressources afin de mieux protéger notre écosystème, autonomiser les pêcheurs et les aider à faire face aux calamités naturelles et aux changements climatiques. » Le

renforcement des capacités dans le secteur vise également à moderniser la pêche traditionnelle avec des moyens sophistiqués.

« D'où l'accent sur une formation plus poussée, susceptible d'avoir des effets multiplicateurs pour donner de bons résultats », insiste le secrétaire de l'Apostolat de la Mer. Différents intervenants, dont ceux du Masifundise Trust, prendront la parole lors de cet atelier de travail pour parler notamment des "small scale fisheries guidelines".